

LE PREMIER MINISTRE

RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Thomas Siddon (Richmond-Delta-Sud): Madame le Président, il est de plus en plus manifeste que le gouvernement a recours à des taux d'intérêt élevés, à des impôts accrus et, bientôt, aux contrôles des prix et des salaires dans le cadre d'un programme visant à pousser notre économie dans une période déflationniste, autrement dit une dépression, et que cela fait partie d'un complot destiné à détruire l'esprit d'initiative individuel et le système de marché libre. Je propose donc, avec l'appui du député de Red Deer (M. Towers):

Que le premier ministre soit tenu de s'expliquer et d'avouer aux Canadiens que sa troïka et lui se servent des taux d'intérêt élevés, d'impôts accrus, du chômage généralisé et, finalement, des contrôles des prix et des salaires pour imposer au Canada un régime étatique.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime à l'égard de cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LA SANTÉ

FÉLICITATIONS AU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN POUR AVOIR ÉLIMINÉ LA ROUGEOLE INDIGÈNE—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Stanley Hudecki (Hamilton-Ouest): Madame le Président, j'invoque les dispositions de l'article 43 du Règlement au sujet d'une affaire urgente. En réponse à l'annonce, par les États-Unis, qu'ils ont réussi à éliminer la rougeole indigène dans leur pays grâce à leur programme d'immunisation obligatoire, je propose, avec l'appui du député de Niagara Falls (M. MacBain):

Que la Chambre félicite les autorités américaines d'avoir réussi à faire disparaître la rougeole indigène aux États-Unis et exhorte les autorités fédérales et provinciales de la santé à s'efforcer d'éliminer la rougeole indigène au Canada, comme l'ont recommandé l'Association médicale canadienne et l'Association canadienne de pédiatrie.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime à l'égard de cette motion?

Des voix: D'accord.

Mme le Président: La Chambre approuve-t-elle la motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

Questions orales

• (1115)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE BUDGET

ON DEMANDE D'APPORTER DES CHANGEMENTS POUR METTRE FIN AUX PERTES D'EMPLOI

Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition): Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Il sait qu'aujourd'hui Statistique Canada a annoncé qu'il y a plus de un million de chômeurs, soit 1,096,000 au Canada. C'est le record depuis la grande dépression. Le ministre sait très bien par ailleurs que le taux désaisonnalisé aurait augmenté d'un tiers p. 100 si 68,000 Canadiens n'avaient pas perdu tout espoir le mois dernier au point de cesser de chercher un emploi. Malgré cela, le gouvernement demeure fidèle à un budget doctrinaire, fondé sur des chiffres qui, de son propre aveu, sont erronés, alors que tous les Canadiens savent que ce budget aggravera la situation.

Au mois de janvier, 117,000 Canadiens de moins qu'un an auparavant avaient un emploi à plein temps. C'est la première fois en 34 ans que le niveau d'emploi tombe d'une année à l'autre. Le ministre peut-il renoncer à son obstination, à son orgueil qui est une cause de chômage et proposer d'apporter au budget certains changements qui mettront un terme à ces pertes massives d'emplois?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président . . .

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Munro (Esquimalt-Saanich): N'avez-vous pas honte?

Mlle MacDonald: Demandez à John Evans ce qu'il pense du budget.

M. MacEachen: . . . le très honorable chef de l'opposition m'a demandé de renoncer à mon amour-propre et de modifier le budget afin d'améliorer la situation de l'emploi au Canada. Je garantis au très honorable chef de l'opposition que le problème du chômage me préoccupe autant que lui. Si j'ai adopté une telle attitude dans le budget, c'est pour être certain d'arriver à enrayer les poussées inflationnistes qui sont, à mon avis, la principale cause de chômage.

Il serait tentant, mais téméraire à mon sens, d'employer des palliatifs, des expédients, pour donner l'impression d'agir alors qu'en fin de compte, cette solution ne ferait qu'aggraver la situation. Je certifie au très honorable chef de l'opposition que le gouvernement étudierait très attentivement toute proposition compatible avec cet objectif fondamental.

Des voix: Bravo!